

TITOLO/TITLE:

Se rebeller dans les déserts. Les mouvements politiques du Sahara-Sahel (19^e – 21^e siècle).

Rebelling in the deserts. Political movements in the Sahara-Sahel (19th - 21st century).

Ribellarsi nei deserti. Movimenti politici nel Sahara-Sahel (19° - 21° secolo)

PROPONENTE/I – PROPONENT/s: FRANCESCO CORREALE (CNRS – UMR 7324 CITERES)

ABSTRACT (1500 parole/words):

FRANÇAIS

Ce panel envisage d'explorer l'origine et l'articulation des mouvements politiques ayant agi dans les espaces du Sahara-Sahel. L'objectif est de se focaliser sur des épisodes ou des événements concrets ayant eu lieu au cours des trois derniers siècles, qui sont manifestement les signes d'une mobilisation collective, et qui pour cette raison même, permettent d'en faire ressortir la force. Par mobilisation collective ou populaire, on entend ici un processus politique relativement organisé dans le but de défier le pouvoir (tribal, régional, colonial, postcolonial) et qui, à certains moments, s'articule par une appropriation de l'espace audacieuse, voire pour la remise en question des configurations que les administrations centrales (précoloniales, coloniales et postcoloniales) essayaient d'imposer. Ce processus d'appropriation de l'espace, éventuellement prolongé dans le temps, constitue, d'une certaine manière, le prétexte analytique commun qui devrait donner une cohérence aux contributions du panel : sit-in, concentrations, manifestations, insurrections etc. Ce sont précisément ces épisodes éclatants, souvent dramatiques, de transgression, d'appropriation spatiale qui constituent la pointe de l'iceberg amenant à analyser les forces sociales qui les encouragent, les justifient et leur donnent un sens. La proposition d'un panel sur les mobilisations politiques dans la région du Sahara-Sahel paraît être importante aussi pour les représentations dont ces espaces et leurs populations ont été l'objet dans le temps.

Vaste espace traversé par des souverainetés multiples et diffuses, le Sahara-Sahel a été représenté à maintes reprises comme une sorte de *terra nullius*, habité par des peuples rudimentaires incapables de gouverner leur propre destin ; un espace libre, en somme, pour les initiatives impériales européennes des siècles 19^e, 20^e et, dans une forme différente, pour le contrôle indirect des politiques et des économies des États indépendants de la région au 21^e siècle. Cette représentation, teintée d'orientalisme (Said, 1978), néglige le fait que, malgré le partage d'une géographie commune, liée aux écosystèmes désertiques et pré-désertiques (du sud des pays du Maghreb et de l'Égypte jusqu'aux frontières de l'Afrique centrale), la variété des territoires et des peuples qui composent le Sahara-Sahel mérite d'être soulignée. Les peuples qui habitent cette région ont, il est vrai, certains traits communs, dont certains sont déterminés par la géographie, comme un mode de vie basé sur le nomadisme pastoral et le commerce de longue distance, dans lequel le chameau (en fait, le dromadaire) est la denrée essentielle. D'autres, en revanche, ont été imposées par l'histoire, comme l'adhésion indéfectible de la plupart de ces populations à la religion et à la culture musulmanes. Mais il s'agit de sociétés différentes entre elles, socialement et politiquement composées et structurées d'après des paramètres qui ne correspondent pas forcément à ceux de l'État-nation ou des sociétés civiles européennes et que missionnaires, explorateurs et colonisateurs européens ne voulurent pas

reconnaître. Ils mirent en exergue le caractère anarchique, quasi barbare de populations qu'ils représentèrent comme anhistoriques et qu'ils se devaient de « civiliser ». Cette vision coloniale arrive jusqu'à aujourd'hui, reproduite dans la presse et dans les médias occidentaux qui feignent leur stupeur quand des mouvements politiques d'envergure se présentent en toute évidence, cassant la doxa de l'infériorisation tout simplement parce qu'ils agissent sur un terrain que l'on imagine uniquement à l'apanage des sociétés civiles occidentales contemporaines.

Le but ultime de ce panel est justement de rompre, une fois de plus, cette narration emplie de colonialité (Lander, 2003) et de proposer au public de SeSaMO différents mouvements politiques de cet espace dans leur organisation, leur modalité d'action propre, leur morphologie, leur capacité d'impact sur les sociétés dont ils émanent.

Les propositions de contributions, en français ou italien ou anglais ne devront pas dépasser les 1000 mots et devront être adressées au responsable du panel.

Seront privilégiées les propositions ayant comme objet :

- Les cycles de mobilisations, déterminés par une reproduction des facteurs déchainant dans le temps ;
- Les analyses provenant de l'intérieur des groupes mobilisés, que ce soit par le recueil de témoignages oraux ou par une lecture transversale des archives locales et européennes ;
- Les mobilisations portées par des secteurs de la société, traditionnellement marginalisés, ou dont l'action est restée jusqu'aujourd'hui occultée ou sous-estimée (femmes, anciens esclaves, migrant.es au sein des espaces saharo-sahéliens, etc.) ;
- Les mobilisations déterminées par les phénomènes d'adaptation des Etats saharo-sahélien à l'économie capitaliste : sédentarisation des nomades, prolétariats des couches sociales, marginalisations des secteurs sociaux autrefois actifs, etc.
- Les mobilisations présentant un caractère éminemment religieux, que ce soit à cause d'une plus grande visibilité dans les sociétés d'origines ou, *tout court*, pour un renversement des équilibres sociaux.

ENGLISH

The panel aims to highlight the origin and articulation of the political movements that have acted in the Sahara-Sahel. The objective is to focus on specific episodes or events that have taken place over the last three centuries and which, as a clear manifestation of a collective mobilisation, make it possible to underline its intensity. Collective or popular mobilisation refers to a relatively organised political process with the aim of challenging power (tribal, regional, colonial, post-colonial) and which, at times, is articulated through a bold appropriation of space, challenging the configurations that central (pre-colonial, colonial and post-colonial) administrations have imposed or seek to impose. This process of territorial appropriation, possibly prolonged in time, constitutes, in a sense, the common analytical pretext that should give coherence to the panel's contributions: sit-ins, concentrations, demonstrations, insurrections, etc. It is precisely these striking, often dramatic acts of transgression and irruption in public space that constitute the starting point for the analysis of the social forces that promote them. The proposal of a panel on political mobilisations in the Sahara-Sahel region also seems important to us because of the representations of which these spaces and their populations have been victims over time.

A vast region with multiple and diffuse sovereignties, the Sahara-Sahel has been repeatedly represented as a sort of terra nullius, inhabited by primitive peoples incapable of governing their own destiny; a space open, in short, to European imperial initiatives in the 19th and 20th centuries and, in a different form, to the indirect control of the politics and economies of the region's independent states in the 21st century. This representation, tinged with orientalism (Said, 1978), overlooks the fact that, although they share a common geography, linked to desert and pre-desert ecosystems (from the south of the Maghreb countries and Egypt to the borders of central Africa), the variety of

territories and peoples that make up the Sahara-Sahel deserves to be highlighted. It is true that the peoples inhabiting this region have certain common characteristics, some of which are determined by geography, as well as a way of life based on pastoral nomadism and long-distance trade, in which the camel (in fact, the dromedary) is the essential element. Other factors, however, have been imposed by history, such as the adherence of most of these populations to the Muslim religion and culture. But these are different societies, socially and politically composite, structured according to parameters that do not necessarily correspond to those of the nation state or European civil societies, and which European missionaries, explorers and colonisers did not want to recognise. The latter emphasised the anarchic, almost barbaric character of the peoples they depicted as anti-historical and in need of 'civilisation'. This colonial vision continues to this day, reproduced by the Western press and media, who feign astonishment when large-scale political movements come to the fore, breaking the doxa of political inferiority simply because they are acting in a terrain imagined to be the exclusive preserve of contemporary Western civilised societies.

The final objective of this panel is to refute, once again, this narrative of coloniality (Lander, 2003) and to propose to the audience of SeSaMO different political movements from this space in their organisations, according to their modes of action, their morphology, their capacity to impact on the societies from which they emanate.

Contribution proposals, in French or Italian or English, must not exceed 1000 words and must be addressed to the panel leader.

Preference will be given to proposals focusing on the following themes

- Cycles of mobilisation, determined by the reproduction over time of the factors that triggered them;
- Analyses from within the mobilised groups, both through the collection of oral testimonies and through a transversal reading of local and European archives;
- Mobilisations carried out by sectors of society traditionally marginalised, or whose action has so far remained hidden or underestimated (women, former slaves, migrants from the Sahara-Sahel region, etc.).
- Mobilisations brought about by the adaptation of Saharan-Sahelian states to the capitalist economy: sedentarisation of nomads, proletarianisation of social strata, marginalisation of previously active social sectors, etc.
- Mobilisations with an eminently religious character, aiming both at greater visibility in the societies of origin and the overthrow of the political and social balance.

ITALIANO

Il panel si propone di mettere in luce l'origine e l'articolazione dei movimenti politici che hanno agito nel Sahara-Sahel. L'obiettivo è quello di focalizzarsi su episodi o eventi specifici che si sono svolti negli ultimi tre secoli e che, manifestazione evidente di una mobilitazione collettiva, permettono di sottolinearne l'intensità. Per mobilitazione collettiva o popolare s'intende un processo politico relativamente organizzato con l'obiettivo di sfidare il potere (tribale, regionale, coloniale, postcoloniale) e che, a volte, si articola attraverso un'appropriazione audace dello spazio, sfidando le configurazioni che le amministrazioni centrali (precoloniali, coloniali e postcoloniali) hanno imposto o cercano di imporre. Questo processo di appropriazione territoriale, eventualmente prolungato nel tempo, costituisce, in un certo senso, il pretesto analitico comune che dovrebbe dare coerenza ai contributi del panel: sit-in, concentrazioni, manifestazioni, insurrezioni ecc. Sono proprio questi atti eclatanti, spesso drammatici, di trasgressione e di irruzione nello spazio pubblico a costituire il punto di partenza dell'analisi delle forze sociali che li promuovono. La proposta di un panel sulle mobilitazioni politiche nella regione del Sahara-Sahel ci sembra importante anche per le rappresentazioni di cui questi spazi e le loro popolazioni sono stati vittime nel tempo.

Vasta regione con sovranità multiple e diffuse, il Sahara-Sahel è stato ripetutamente rappresentato come una sorta di *terra nullius*, abitata da popoli primitivi incapaci di governare il proprio destino; uno spazio aperto, insomma, alle iniziative imperiali europee del XIX e XX secolo e, in forma diversa, al controllo indiretto della politica e delle economie degli stati indipendenti della regione nel XXI

secolo. Questa rappresentazione, tinta di orientalismo (Said, 1978), trascura il fatto che, pur condividendo una geografia comune, legata a ecosistemi desertici e pre-desertici (dal sud dei paesi del Maghreb e dell'Egitto fino alle frontiere dell'Africa centrale), la varietà dei territori e dei popoli che compongono il Sahara-Sahel merita di essere messa in risalto. È vero che i popoli che abitano questa regione hanno alcune caratteristiche comuni, alcune delle quali sono determinate dalla geografia, così come un modo di vivere basato sul nomadismo pastorale e sul commercio a lunga distanza, in cui il cammello (di fatto, il dromedario) è l'elemento essenziale. Altri fattori, invece, sono stati imposti dalla storia, come l'adesione della maggior parte di queste popolazioni alla religione e alla cultura musulmana. Ma si tratta di società diverse, socialmente e politicamente composite, strutturate secondo parametri che non corrispondono necessariamente a quelli dello stato nazionale o delle società civili europee, e che i missionari, gli esploratori e i colonizzatori europei non vollero riconoscere. Questi ultimi sottolineavano il carattere anarchico, quasi barbaro, delle popolazioni che raffiguravano come antistoriche e bisognose d'essere "civilizzate". Questa visione coloniale continua ancora oggi, riprodotta dalla stampa e dai media occidentali, che fingono stupore quando movimenti politici su larga scala vengono alla ribalta, rompendo la doxa dell'inferiorità politica semplicemente perché agiscono su un terreno che si immagina essere appannaggio esclusivo delle società civili occidentali contemporanee.

L'obiettivo finale di questo pannello è quello confutare, ancora una volta, questa narrazione della colonialità (Lander, 2003) e di proporre al pubblico di SeSaMO diversi movimenti politici di questo spazio nelle loro organizzazioni, secondo le loro modalità di azione, la loro morfologia, la loro capacità di impatto sulle società da cui emanano.

Le proposte di contributo, in francese o italiano o inglese, non devono superare le 1000 parole e devono essere indirizzate al responsabile del panel.

La preferenza sarà data alle proposte che si focalizzeranno sui seguenti temi:

- Cicli di mobilitazione, determinati dalla riproduzione nel tempo dei fattori che le hanno scatenate;
- Analisi provenienti dall'interno dei gruppi mobilitati, sia attraverso la raccolta di testimonianze orali che attraverso una lettura trasversale degli archivi locali ed europei;
- Mobilitazioni portate avanti da settori della società tradizionalmente emarginati, o la cui azione è rimasta finora nascosta o sottovalutata (donne, ex schiavi, migranti della regione del Sahara-Sahel, ecc;)
- Mobilitazioni determinate dall'adattamento degli stati saharo-saheliani all'economia capitalista: sedentarizzazione dei nomadi, proletarianizzazione degli strati sociali, marginalizzazione dei settori sociali precedentemente attivi, ecc.
- Mobilitazioni con un carattere eminentemente religioso aventi per obiettivo tanto una maggiore visibilità nelle società d'origine quanto il rovesciamento dell'equilibrio politico e sociale.

Bibliographie/Bibliography/Bibliografia

ALLAL, A., BENNAFLA, K. (2011): "Les mouvements protestataires de Gafsa (Tunisie) et Sidi Ifni (Maroc) de 2005 à 2009. Des mobilisations en faveur du réengagement de l'État ou contre l'ordre politique ?", *Revue Tiers Monde* 5 : 27-45.

ALLAN, J. (2019): *Silenced resistance: women, dictatorships, and genderwashing in Western Sahara and Equatorial Guinea*. Madison: University of Wisconsin Press.

BENGOCHEA TIRADO, E. (2020): "Debating theology and the performance of nationhood: the case of taqsīr al-ṣalāh (the shortening of prayer) among the Sahrawi", *History and Anthropology*, 31-5:545-562.

BERNUS, E., BOILEY, P., CLAUZEL, J., TRIAUD, J-L. (1993) (eds): *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne AOF*. Paris: Khartala.

BONTE, P. (1987): "L'herbe ou le sol? L'évolution du système foncier pastoral en Mauritanie du sud-Ouest", in M. Gast (dir.), *Hériter en pays musulman. Habus, lait vivant, manyahuli*. Paris: CNRS; 193-214.

BONTE, P. (2016): *Récits d'origine : contribution à la connaissance du passé ouest-saharien (Mauritanie, Maroc, Sahara occidental, Algérie et Mali)*. Paris: Karthala.

BOULAY, S., CORREALE, F. (2018) (eds.): Sahara occidental. Conflit oublié, population en mouvement. Tours: PUFR.

BOULAY, S., FREIRE, F. (eds.) (2017): Culture et politique dans l'Ouest saharien ; arts, activisme et état dans un espace de conflits. Igé: L'Etrave.

BOURDIEU, P. (1983): "Vous avez dit «populaire»?", Actes de la recherche en sciences sociales, 46 : 98-105.

CARATINI, S. (2009 eds) : "La question du pouvoir en Afrique du Nord et de l'Ouest", L'Ouest-Saharien 9-10.

CARO BAROJA, J. (1955) : Estudios Saharianos. Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas / Instituto de Estudios Africanos.

CASTRO-GÓMEZ, S. & GROSGOUEL, R. (2007): El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global. Bogotá: Siglo del Hombre.

CHRISTOPOULOS, D. & WALTHER, O. (2015): "Islamic Terrorism and the Malian Rebellion". Terrorism and Political Violence. 27-3: 497–519.

EMERSON, S. A (2011): "Desert insurgency: lessons from the third Tuareg rebellion". Small Wars & Insurgencies. 22 (4): 669–687.

EVARD, C. (2018) : "Mauritanie 1956-1963 : les multiples dimensions d'une indépendance contestée", L'Année du Maghreb 18 :149-167.

FOUCAULT, M. (1994): Dits et écrits, III. Paris: Gallimard

FREIRE, F. (2013): Tribos, princesas e demónios: etnografias do encontro pré-colonial no Sudoeste da Mauritania. Lisboa: Colibri.

GINZBURG, C. (2003): Tentativas. México: Universidad Michoacana San Nicolás de Hidalgo.

GUHA, R. (2002): Las voces de la historia y otros estudios subalternos. Barcelona: Crítica.

LANDER, E. (2003 eds): La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Buenos Aires: CLACSO.

LECOCQ, J. S. (2010): Disputed Desert: Decolonisation, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali. Afrika-Studiecentrum series. 19. Leiden

LÓPEZ BARGADOS, A., MARTINEZ MILAN, J. M. (2010): Culturas del litoral. Dinámicas fronterizas entre Canarias y la costa sahariano-mauritana. Barcelona: Bellaterra.

LYDON, G. (2009): On Trans-Saharan Trails: Islamic Law, Trade Networks, and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa. Cambridge: Cambridge University Press.

MARCHESIN, P. (1992): Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie. Paris: Karthala.

MCDUGALL, E. A. (1985): "Camel Caravans of the Saharan Salt Trade: Traders and Transporters in the Nineteenth Century", in COQUERY-VIDROVITCH, C., LOVEJOY, P. E. (eds), The Workers of African Trade. Thousand Oaks: SAGE Publications.

MACDOUGALL, J. & SCHEELE, J. (eds.) (2012): Saharan frontiers. Space and mobility in Northwest Africa. Bloomington: Indiana University Press.

MIGNOLO, W. (2010): Desobediencia epistémica. Retórica de la modernidad, lógica de la colonialidad y gramática de la descolonialidad. Tarragona: Signo.

NAIMI, M. (2013): L'Ouest saharien. La perception de l'espace dans la pensée politique tribale. Paris : Khartala.

NORRIS, H. T. (1986): The Arab Conquest of the Western Sahara. Harlow: Longman.

OJEDA GARCÍA, R., FERNÁNDEZ MOLINA, I., VEGUILLA DEL MORAL, V. (2017) (eds.): Global, regional and local dimensions of Western Sahara's protracted decolonization. Londres: Palgrave Macmillan.

OULD AHMED SALEM, Z. (2013): Prêcher dans le désert. Islam politique et changement social en Mauritanie. Paris: Karthala.

OULD MOHAMMED BABA, E. & FREIRE, F. (2020): "Looters vs. Traitors: the Muqawana ("Resistance") narrative, and its detractors, in Contemporary Mauritania", African Studies Review, 63, 2; 258-280.

PETTIGREW, E. (2021): "Post-esclavage et mobilisation de descendants d'esclaves: Mauritanie, 1970-2020", in ISMARD P., ROSSI B., VIDAL C. Eds, Les mondes de l'esclavage. Une histoire comparée. Paris: Seuil

PETTIGREW, E., EVARD, C. (2020): "Encore une nouvelle victime... Le long chemin d'une législation à l'égard des femmes en Mauritanie", L'année du Maghreb 23: 271-302.

ROBINSON, D. & TRIAUD, J.-L. (eds.) (1997): Le temps des marabouts. Itinéraires et stratégies islamiques en A.O.F., 1880-1960. Paris: Karthala.

SAID, E. (1978): Orientalism. New York: Pantheon Books.

SIMENEL, R. (2010) : L'origine est aux frontières. Les Aït Ba'amran, un exil en terre d'arganiers (Sud Maroc). Paris : Editions CNRS – Maison des sciences de l'homme.

SLAMA, M. (1960) : "L'insurrection de 1864 dans le Sahel", Les Cahiers de Tunisie : 109-136.

SOLANA SANTOS, V. (2019): "Hospitality's Prowess: Performing Sahrāwī Sovereignty in Refugee Camps", PoLAR: Political and Legal Anthropology Review, 42-2: 362-379.

TARROW, S. (2004): El poder en movimiento. Madrid: Alianza.

THOMAS, C. G. & FALOLA, T. (2020): "Transnational Communities and Secession: The Azawad Secessionists, 1990-1996." in Secession and Separatist Conflicts in Postcolonial Africa. University of Calgary Press.

VILLASANTE CERVELLO, M. (dir) (2000): Groupes serviles au Sahara. Paris: CNRS.

WALTHER, O., LEUPRECHT, C., SKILLICORN, D. (2017): "Political fragmentation and alliances among armed non-state actors in North and Western Africa (1997-2014)", Terrorism and Political Violence 32-1:167-186.

WALTHER, O., MILES, W. (2018 eds): African Border Disorders. Addressing Transnational Extremist Organizations. New York: Routledge.

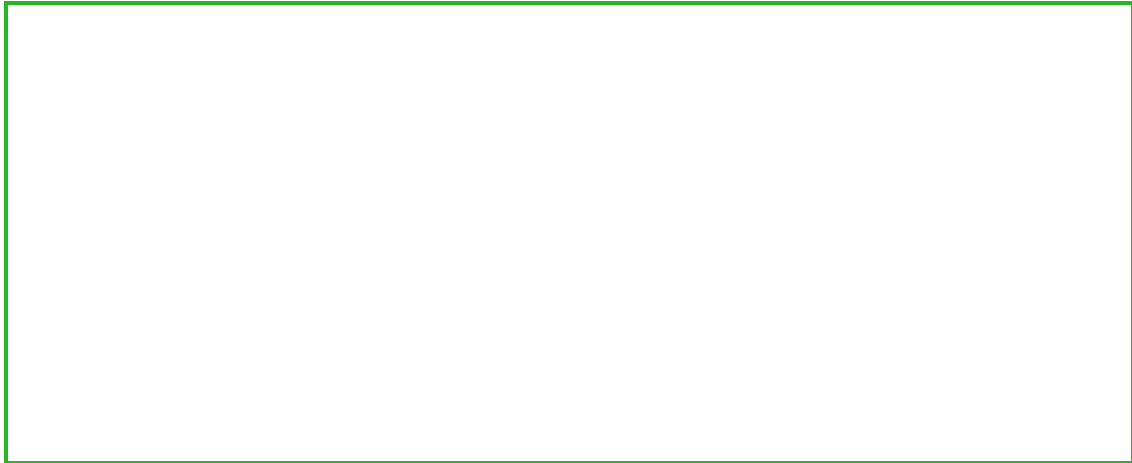
WILSON, A. (2016): Sovereignty in exile. A Saharan liberation movement governs. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.

PROFILO ACCADEMICO DEL/DELLA/DEI/DELLE PROPONENTE/I – SHORT BIO OF PROPONENTS

Francesco Correale est historien au CNRS, à l'UMR 7324 CITERES de Tours. Après sa *laurea* à l'Istituto Univ. Orientale de Naples (1994), il a obtenu un doctorat en histoire à l'Univ. de Provence Aix-Marseille I (2003). Il a travaillé particulièrement sur la relation coloniale et l'histoire de cette période au Maroc et au Sahara Occidental. Auteurs de nombreux articles et chapitres d'ouvrages internationaux, il a publié en 2014 sa monographie « La Grande Guerre des Trafiquants. Le front colonial de l'Occident Maghrébin ». Entre 2017 et 2020 il a travaillé avec A. López Bargados à la réalisation d'un film documentaire sur la guerre d'Ifni-Sahara (1956-1958) : « Rashōmon au Sahara » et, avec le même ami et collègue, a dirigé un ouvrage collectif sur les mouvements politiques dans l'Ouest Saharien.

Francesco Correale is a CNRS historian at the UMR 7324 CITERES in Tours. After his laurea at the Istituto Univ. Orientale of Naples (1994), he obtained a PhD in history at the Univ. de Provence Aix-Marseille I (2003). He has worked particularly on the colonial relationship and the history of this period in Morocco and Western Sahara. Author of numerous articles and chapters of international books, he published in 2014 his monograph "La Grande Guerre des Trafiquants. Le front colonial de l'Occident Maghrébin (Paris, L'Harmattan)". Between 2017 and 2020 he worked with A. López Bargados on a documentary film about the Ifni-Sahara War (1956-1958): 'Rashōmon in the Sahara' and, with the same friend and colleague, edited a collective work on political movements in the Western Sahara.

Francesco Correale è uno storico del CNRS, presso l'UMR 7324 CITERES di Tours. Dopo la sua laurea all'Istituto Univ. Orientale di Napoli (1994), ha ottenuto un dottorato in storia all'Univ. de Provence Aix-Marseille I (2003). Ha lavorato in particolare sulla relazione coloniale e la storia del colonialismo in Marocco e nel Sahara occidentale. Autore di numerosi articoli e capitoli di libri internazionali, ha pubblicato nel 2014 la sua monografia "La Grande Guerre des Trafiquants. Le front colonial de l'Occident Maghrébin (Parigi, L'Harmattan)". Tra il 2017 e il 2020 ha lavorato con A. López Bargados a un film documentario sulla guerra di Ifni-Sahara (1956-1958): "Rashōmon au Sahara" e, con lo stesso amico e collega, ha curato un'opera collettiva sui movimenti politici nel Sahara occidentale.



INDIRIZZO/I EMAIL/EMAIL ADDRESSES:

Francesco Correale: francesco.correale@cnrs.fr

ABSTRACTS/RESUMES DES COMMUNICATIONS

Composition du panel/Composizione del panel/The panel composition

Modération/Moderated by:

Francesco CORREALE (CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours)

1) Mark DRURY (Princeton University) :

Anticolonial irredentism : The Moroccan Liberation Army and Decolonisation in the Sahara

2) Denia CHEBLI (Université Paris Panthéon Sorbonne) :

Interroger l'articulation entre mémoires familiales et contraintes internationales dans la construction du cadre cognitif de la lutte azawadienne

3) Tanguy QUIDELLEUR (Université Paris-Nanterre/Institut des Sciences Sociales du Politique) :

Les « patriotes » contre les « djihadistes » : autodéfense et contre-insurrection au Burkina Faso et au Mali

4) Marc LAVERGNE (Université de Tours, UMR 7324 CITERES) :

Soudan, les marges désertiques à l'assaut du « Soudan utile ».

5) Giuseppe MAIMONE (Università di Palermo):

Mobilisation against marginalisation: Black movements in post-colonial Mauritania

Discutante/Discussant : Camille Evrard (CNRS chercheure contractuelle, IMAF, Aix-en-Provence)

Mark DRURY (Princeton University) :

Anticolonial irredentism : The Moroccan Liberation Army and Decolonisation in the Sahara

This paper presents an account of Jaysh al-Tahrir (Liberation Army) in the Sahara, an anticolonial insurgency from the late 1950s. Occurring after Moroccan independence, the Liberation Army's aims were at once irredentist, in surpassing Morocco's borders, and anticolonial, in attacking French and Spanish military outposts dotting colonial borders across the western Sahara. While histories of this movement have largely been coopted, erased, or marginalized by nationalist narratives and processes of Sahrawi, Moroccan, Mauritanian and Algerian state formation, the afterlives of the Liberation Army continue to haunt the region's political present. This paper argues that the history of the Liberation Army reveals multiple dynamics of Saharan decolonization. The first involves the complex relations of autonomy and dependence between Maghrebi and Saharan peoples that challenge the border-making processes of nation-state formation. The second shows the nonsynchronous dimension to decolonisation in the Maghreb and Sahara, raising questions about when decolonisation ended. With these insights, the MLA defies methodological nationalism and also complicates the global turn in decolonisation historiography.

This paper first places the emergence of the MLA within regional and imperial perspective, presenting the armed movement as an obstacle to French ambitions for a federated Saharan economic trade zone. This section also notes that the MLA's movements highlight the porousness and relative instability of colonial borders throughout the region at the time. The second section describes the MLA's brief rise and fall, focusing on how Saharan decolonisation remained cordoned off from the international community, in sharp contrast to the global visibility of anticolonial movements elsewhere in the region and world. The third section shifts from a regional to a local scale of analysis, focusing on mdigadig l-magasin, an insurrection that contributed to the MLA's unravelling and that also foregrounds the highly contingent set of conditions that brought Saharans and Moroccans together in an anticolonial armed movement.

Drawing on oral histories with former combatants and archival research, while also engaging with existing historiography on MLA, this paper identifies broader themes pertaining to this brief movement's effects on the region. In doing so, it argues that the MLA's combatants, matériel, provisioning, adversaries and aims were irreducible to national history. In this sense, the importance of the MLA to the historiography of Saharan decolonisation is twofold. First, this movement provides insight into the region's nonsynchronous decolonisation, highlighted by imperial investment in the Sahara at the moment when decolonisation appeared imminent. The overlapping processes of colonisation and decolonisation in the Sahara created the conditions for a particularly liminal form of struggle: anticolonial irredentism. Second, the MLA foregrounded a regional Saharan perspective (distinct from a nationalist Sahrawi discourse) of what constituted decolonisation. Far from emancipation from colonial rule, decolonisation in the Sahara entailed border making processes and intensified efforts to fix the political affiliations of its peoples. In discussing the armed movement's lasting ramifications, the MLA presents an opportunity to 'unthink' national units and terms, offering instead a history that continues to unsettle the nationalist terms of conflict between Morocco, SADR and Algeria in the present.

Selected Bibliography

Ait Iddr, Mohamed Ben Saïd. 2011. *Watha'iq Jaysh al-Tahrir Fi Janub al-Maghrib*. Casablanca: Markaz Mohamed Ben Saïd Ait Iddr.

Ait Iddr, Mohamed Bensaïd. 2001. *Safahat Min Melhamat Jaysh Al-Tahrir Bi Janub al-Maghrib*. Casablanca: Matba'a Taysir.

Boilley, Pierre. 1993. "L'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) une tentative avortée." In *Nomades et commandants : administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, edited by Edmond Bernus, Jean Clauzel, Jean-Louis Triaud, and Pierre Boilley, 215–41. Paris: Karthala.

Correale, Francesco, and Alberto López Bargados. 2017. "Rashōmon au Sahara Occidental: Perspectives, contradictions et défis dans l'interprétation du conflit de 1956-1958." In *Culture et politique dans l'Ouest saharien: arts, activisme et État dans un espace de conflits : (Algérie, Mali, Maroc, Mauritanie, Sahara occidental)*, edited by Sébastien Boulay and Francesco Freire, 211–41. Paris: Igé : l'Étrave, DL.

Correale, Francesco, Alberto López Bargados, and José González Morandi. 2020. *Rashomon Au Sahara*. Documentary. Canal U.

El Shakry, Omnia. 2015. "'History without Documents': The Vexed Archives of Decolonization in the Middle East." *The American Historical Review* 120 (3): 920–34.

Evrard, Camille. 2014. "L'Opération « Ecouvillon » (1957-1958) et la mémoire des officiers sahariens : entre contre-discours colonial et sentiment national en Mauritanie." In *Guerre, mémoire, identité*, edited by Grégory Cattaneo, 83–107. Paris: Nuvis.

- Hernández Moreno, Ángela. 2012. "Réflexions Sur La Guerre d'Espagne Contre l'Armée de Libération Marocaine Dans Le Territoire d'Ifni et Le Sahara Espagnol (1957-58)." *The Maghreb Review* 37 (3–4): 284–306.
- Ikeda, Ryo. 2007. "The Paradox of Independence: The Maintenance of Influence and the French Decision to Transfer Power in Morocco." *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 35 (4): 569–92.
- McDougall, E. Ann. 2012. "On Being Saharan." In *Saharan Frontiers : Space and Mobility in Northwest Africa*, edited by James McDougall and Judith Scheele, 39–57. Bloomington: Indiana University Press.
- Omri, Ali al-. 2008. *Al-Muqawama al-Sahrawiya Wa al-'aml al-Watani: Muqabalat Wa Watha'iq*. 1st ed. Rabat: al-Mandubiyah al-Samiyah li-Qudama' al-Muqawimin wa-'Ada' Jaysh al-Tahrir.

Denia CHEBLI (Université Paris Panthéon Sorbonne) :

Interroger l'articulation entre mémoires familiales et contraintes internationales dans la construction du cadre cognitif de la lutte azawadienne

Le travail de définition de l'Azawad est un cas typique de la difficulté pour les sciences sociales à penser la construction, mouvante, des identités, leur diffusion et leur réception. Ainsi, Avanza et Lafferté invitent à dépasser « l'invention des traditions » pour « comprendre comment une nation, région ou ethnie, tout "inventée" soit-elle, a pu s'affirmer comme principe de définition de soi pour un groupe d'individus » (1).

Un géographe peut définir l'Azawad comme « un "Sahara utile" dont le nom pour le nomade est lié à une idée de nomadisation possible (pâturages, puits) qui se situe grossièrement entre 18°/18°30 et 19°30 N » (2).

Un historien peut renvoyer à la première archive française datant de 1958 où est mentionné le terme « Azawouad » pour désigner un territoire (3). Les anthropologues répondent, au choix, que c'est « un réel projet de société » (4) ou « une pirouette falsificatrice de l'histoire [qui] permet de légitimer les revendications indépendantistes » (5). Mais comment les militants du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) définissent-ils cet espace ? Par quels processus intimes et politiques la notion d'Azawad est devenue un puissant mobilisateur pour les jeunes générations ?

Le réseau de militants qui se constitue réunit des individus qui ont eu des parcours divers, notamment au regard de leur région d'origine, leur génération, leur niveau scolaire et leur genre. Cette communication propose d'interroger la façon dont s'est construit le cadre cognitif de la lutte prenant en considération la diversité des trajectoires militantes. Empiriquement, elle s'appuie à la fois sur le travail des étudiants impliqués dans la création du mouvement avant le déclenchement des hostilités ainsi que sur la façon dont les mémoires des rébellions passées sont transmises et les souvenirs sont politisés. La rébellion déclenchée en 2012 est la cinquième révolte touarègue depuis l'indépendance du Mali en 1960. Elle implique plusieurs générations et mobilise une « mémoire de luttés », constituée à partir des épisodes de répression remémorés entre militants ou en famille. Le MNLA n'a jamais construit de dispositifs dédiés à la transmission de cette mémoire et la politisation de ces souvenirs se fait donc principalement à l'intérieur des cercles intimes avec une forte dimension affective⁶. Les mises en récit des épisodes de répression des rébellions précédentes contribuent à légitimer la rébellion au sein des milieux militants. En parallèle, les jeunes militants du MNA ont doté l'Azawad des attributs

classiques de l'État-nation : une histoire écrite, un drapeau et un territoire. L'élaboration de ces attributs révèle les contraintes internationales dans la production d'une idéologie. La vision nationale du mouvement s'est construite à la rencontre des mémoires familiales et des normes relatives au droit des peuples autochtones. Cette communication propose d'analyser la façon dont le cadrage idéologique du mouvement s'est construit à la fois au sein des cercles intimes, notamment à partir de la mémoire familiale, mais aussi dans le respect de ce que les étudiants à la base du mouvement perçoivent des normes internationales.

La démonstration s'appuie sur huit terrains de recherche effectués entre 2012 et 2018 en Mauritanie, en Algérie, au Niger, au Maroc et au Mali, d'une durée de 10 mois au total, et la réalisation de plus de 160 entretiens individuels et collectifs, d'observations en milieu militant et d'une collecte de documents internes aux mouvements indépendantistes azawadiens.

(1) Martina Avanza et Gilles Laferté, « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale.

(2) Edmond Bernus, « Azawad » dans Encyclopédie berbère, Aix-en-Provence, Edisud, 1990, vol.8, Aurès-Azrou, p. 1206-1207.

(3) Pierre Boilley, Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain, Paris, Karthala, 2012.

(4) Hélène Claudot-Hawad, « L'Azawad ou le rêve d'une nation touarègue. Emission France Culture, Les peuples sans terre (2/4) », 28 août 2012, <https://www.franceculture.fr/emissions/culturesmonde/les-peuples-sans-terre-24-lazawad-ou-le-reve-dune-nation-touaregue/>

(5) André Bourgeot, « Jeux et enjeux sur la notion d'azawad : "Le début de la fin de l'État-nation..." », MaliWeb.net, 8 juin 2015, <https://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/jeux-et-enjeux-sur-la-notion-dazawad-vue-dandre-bourgeot-directeur-de-recherche-emerite-cnrs-le-debut-de-la-fin-de-letatnation-1003782.html/>

(6) Peter Ludwig Berger et Thomas Luckmann, La construction sociale de la réalité, Paris, Armand Colin, 2012

Tanguy QUIDELLEUR (Université Paris-Nanterre/Institut des Sciences Sociales du Politique) :

Les « patriotes » contre les « djihadistes » : autodéfense et contre-insurrection au Burkina Faso et au Mali

Depuis le tournant des années 2010, le Burkina Faso et le Mali sont confronté à une insurrection djihadiste et à une multiplication des violences contre les civils. Ces violences sont notamment alimentées par la formation d'une galaxie de groupes armés se revendiquant de l'autodéfense. Ces milices et groupes d'autodéfense sont perçus comme un moyen de stabilisation par les États qui les soutiennent, mais paradoxalement, ces nouveaux acteurs se révèlent être parmi les principaux moteurs des conflits. L'armement des populations, notamment celles considérées comme périphériques, est le résultat de processus sociaux mêlant périodes précoloniale, coloniale, puis républicaine, notamment dans l'instrumentalisation des identités (Boilley : 1999). En nous attachant à la formation historique des pratiques miliciennes contre-insurrectionnelles, nous verrons comment ces dispositifs sécuritaires mobilisent un imaginaire qui essentialise les identités, dans la continuité des pratiques coloniales (Olsson 2017) et ce, particulièrement dans un contexte d'interventions militaires internationales. Aussi, s'il apparaît que ces mouvements concurrencent l'État dans sa volonté de réclamer le monopole de la violence, ils font surtout partie d'une nouvelle expression politique. En effet, notre analyse montre qu'ils doivent être compris comme l'expression d'une « citoyenneté » et d'un « patriotisme » de plus en plus assumé, dans la mesure où les populations vont organiser leur sécurité et s'autonomiser, au lieu d'attendre une intervention étatique. L'autodéfense apparaît alors comme un élément central du répertoire d'actions politique des populations rurales marginalisées.

Notre terrain de recherche, mené entre 2017 et 2021 auprès de différents groupes d'autodéfense au Mali et au Burkina, montre en effet au travers de nos entretiens et observations, une circulation transfrontalière des pratiques. Ces dynamiques s'inscrivent dans ce que nous avons pu décrire comme une « milicianisation de la guerre contre le terrorisme ». Une « économie de la violence », comprise comme « l'organisation relativement stable des interactions (compétition, coopération, délégation) entre acteurs pouvant user de la violence ou de sa menace » (Baczko, Dorronsoro : 2017) s'est ainsi développée au Sahel. Celle-ci a alors favorisé l'apparition d'un marché de la protection autour de ce que l'on appelle communément « l'autodéfense », où des groupes armés vont mettre en avant de manière croissante leur capital militaire et leur capacité à réguler leur territoire. Ces groupes résultent d'une co-construction entre deux grandes dynamiques, nourries par une insécurité grandissante. Premièrement un travail d'instrumentalisation des identités est réalisé par des entrepreneurs politico-miliciens locaux, voulant se construire une position politique présentée comme légitime. Ces derniers vont mêler des ressources économiques, politiques et religieuses pour alimenter ces mobilisations. Deuxièmement, ce développement de dispositifs miliciens est encouragé ou consenti par les États qui gardent pourtant le soutien de leurs partenaires internationaux. Ces groupes – utilisés comme supplétifs par les États sahéliens - profitent aussi indirectement du soutien des internationaux aux armées locales, avec lesquelles ils interagissent. L'autodéfense s'inscrit aussi dans un répertoire d'action visant à interpeller l'État, notamment en assurant le travail que ce dernier « ne fait pas ». Ainsi, de nombreux entretiens que nous avons menés révèlent que les membres des groupes, tout en se décrivant comme « des patriotes », critiquent vivement un État qui les aurait « abandonné ». Il se rebellent donc contre l'avancée d'un front djihadiste, mais aussi contre un centre politique jugé incompétent. La construction de l'autodéfense dans les marges de l'État, se fait donc autour d'un imaginaire politique et d'un répertoire d'action le consacrant au contraire comme un enjeu central du jeu politique et de la mise en armes des populations. En effet, des communautés se trouvant dans des zones autrefois marginales au conflits, décident donc par mimétisme de s'armer et de s'organiser pour se protéger et capter des ressources. Ces pratiques vont permettre l'autonomisation des milices, et participent au gouvernement de vastes territoires (prélèvement de taxes, checkpoints, justice, ordre moral...) . Ces dynamiques se retrouvent aussi particulièrement dans un contexte où ces miliciens évoluent dans une « économie de la débrouille », dont beaucoup espèrent trouver des rétributions matérielles ou symboliques. L'État va aussi alimenter les conflits communautaires, en choisissant les populations avec lesquelles il va collaborer et celles qu'il va exclure, jugées moins fiables. Citons par exemple les communautés pastorales, presque systématiquement exclues des dispositifs sécuritaires.

L'objet de cette communication est ainsi de décrire les processus violent en cours, et comment la création de milices provoque ou accompagne une restructuration de segments sociaux, notamment autour de valeurs associées au « patriotisme », dans la lutte contre les groupes djihadistes. Ces nouvelles formes de politisation redessinent les contours de ce qui est présenté comme un nouvel ethos national, face aux violences que connaissent les populations. Nous accorderons ainsi une grande place à la formation des élites miliciennes, et

à leur politisation (Gayer & Jaffrelot : 2008 ; Arjona, Kasfir & Mampilly : 2015). Ces dernières affichent en effet la volonté de participer à la « guerre contre le terrorisme », ce qui a ainsi favorisé la diffusion du métier des armes (Debos : 2013). Enfin, nos travaux montreront que l'État a profondément modifié les modes de gouvernement par la violence (Grajales : 2016) des populations, en laissant une autonomie de plus en plus grande à ces acteurs de l'autodéfense, dans les territoires périphériques (Hoffmann et Vlassenroot : 2014 ; Hoffmann & Vermeijer : 2018).

Marc LAVERGNE (Université de Tours, UMR 7324 CITERES) :

Le Soudan et ses marges, une révolution dans la révolution ?

Le Soudan, situé à l'est de la bande sahélienne, présente un cas particulier sur la bordure méridionale du Sahara. En effet, le pouvoir central, axé depuis la période coloniale sur la vallée du Nil, privilégiée en termes de ressources, a concentré son attention sur un "triangle utile", marginalisant les régions périphériques. Celles-ci, qui avaient été historiquement le socle de constructions étatiques parfois puissantes, devenues victimes de la dégradation climatique et de la croissance de leur population (Ibrahim, F. 1984), se sont révoltées contre cette marginalisation (Lavergne, 2005 ; 2010). Ce sont les peuples les plus organisés, avec une conscience collective et une base économique plus forte (Four, Massalit, Zaghawa au Darfour...), qui ont exprimé ces revendications, et qui ont finalement recouru à la lutte armée. Mais ils étaient eux-mêmes l'objet de revendications de la part de groupes encore plus marginalisés, éleveurs de chameaux (*Abbala*) ou de bovins (*Baggara*) frustrés par le partage des terroirs effectué sous la domination britannique (Grandin N., 1982).

Cette inégalité dans l'accès aux ressources en terres et en eau formait un gradient entre des massifs montagneux, habités par des groupes attachés à leur langue et parfois à leurs religions ancestrales, et les plaines désertiques ou steppiques alentour, peuplées de ces *Abbala* ou *Baggara*, arabisés et islamisés.

Dans les monts Noubas, la situation était différente (African rights, 1995 ; Lavergne, 2015) ; le conflit est né de la mise en culture des plaines par les Noubas descendus de leurs montagnes-refuges à la faveur de la *pax britannica*, pour y cultiver le coton : une culture de rente prise par le colonisateur, et dont les revenus permettaient de faire face à la croissance démographique de la population. Mais l'extension des cultures aurait empiété sur les terres de parcours des *Baggara*...

Les conflits lors de ces transhumances méridiennes saisonnières se sont accrus lors des épisodes répétés de sécheresse des années 80, aggravés par la dissémination d'armes automatiques (de Waal, A., 2^e éd. 2005).

Le gouvernement de Khartoum, historiquement issu des tribus arabisées et islamisées de la vallée du Nil, et dont l'armée était accaparée par la répression contre le mouvement de libération au Sud-Soudan, a pris fait et cause pour les nomades, par solidarité arabo-musulmane. Il a recruté en leur sein des milices pour suppléer à l'absence de l'armée régulière¹, les "*janjawid*"-s². Ceux dont les ancêtres servaient les "sultans noirs" du Darfour, jusqu'au XIX^e siècle, lors des campagnes annuelles de razzias d'esclaves dans le Dar Fertit, ou pour accompagner les caravanes vers les marchés du Caire (Browne, W.G., 1799 ; trad.fr. 2002).

Cette contre-insurrection ne s'est pas confrontée aux rebelles armés retranchés dans les montagnes : elle s'est livrée à une guerre d'extermination de la population rurale, invoquant une logomachie raciste à l'égard des "nègres" ("*zurqa*") qui en étaient la cible (Hari, 2008 ; Mamdani, 2009). Dans les monts Noubas, entrés en rébellion dès les années 80, le gouvernement militaro-islamiste de Khartoum n'avait pas hésité à décréter le "jihad" contre la population³, majoritairement musulmane, en 1992 (Lavergne, 2015).

Cette campagne d'extermination aurait fait 300 000 victimes au Darfour entre 2003 et 2006, et forcé plus de 2,5 millions de villageois à se réfugier dans des camps, le plus souvent à proximité des villes (Prunier, 2005). Dans les monts Noubas, où les forces gouvernementales affrontaient un mouvement rebelle aguerri, bien structuré et unifié, retranché et hors d'atteinte, l'armée mit en place des camps de concentration appelés "*dar es salam*", où étaient retenus femmes, enfants et vieillards, gérés par des organisations de bienfaisance islamiques (IARA, Al Bir...). Les milices tribales "*murahilin*" recrutées parmi les éleveurs de bovins de la steppe (*baggara*) menaient leur propre stratégie d'occupation des parcours et des cultures de plaine des Noubas : ils encerclaient les montagnes pour assurer l'efficacité du blocus imposé par l'armée avec ses champs de mines. Les logiques locales firent que ces affiliations ethniques et ces alignements racistes ne furent pas systématiques : certains groupes, comme les Erengas ou les Gimr "non-arabes" du Darfour-ouest fournirent des contingents de *janjawids*, tandis qu'au sud du jebel Lomoun, dans les monts Noubas, les *Baggara* Hawazma rompaient le blocus gouvernemental pour ravitailler les Tira, avec lesquels ils étaient en relation d'échanges et d'intermariages depuis des générations.

Dans le camp rebelle du Darfour, l'unité d'action ne fut pas non plus la règle⁴ : le mouvement initial, le Sudan Liberation Movement (SLM) d'Abd el Wahid Mohamed Nour⁵, majoritairement Four, se donnait, comme son

¹Inutilisable, car ses effectifs étaient largement recrutés dans ces régions marginalisées du pays.

²Terme à l'origine incertaine, qui ferait référence à des "cavaliers du diable"...

³Arguant que toute rébellion contre un régime islamiste équivalait à une apostasie.

⁴https://www.africaintelligence.fr/afrique-est-et-australe_politique/2020/10/12/les-quatre-chefs-rebelles-qui-s-imposent-aux-hommes-forts-de-khartoum,109612657-ar1?utm_source=AIF&utm_medium=email&utm_campaign=AUTO_EDIT_SOM&did=108356956&eid=541756

⁵Ancien étudiant en droit de l'université de Khartoum.

nom l'indique, un objectif national, unitaire et démocratique. Une scission de son n°2, Minni Minawi, un Zaghawa de basse caste, conserva l'acronyme et les objectifs : mais il se rallia au gouvernement en 2006 pour devenir "conseiller" du président Omer El Béchir. Enfin le Justice and Equality Movement (JEM) de "Dr" Khalil Ibrahim, d'ethnie Zaghawa, mais issu du sultanat de Tiné au Tchad et d'une caste noble⁶, se donnait pour objectif militaire de prendre le pouvoir à Khartoum ; c'était en fait une émanation du Front National Islamique de Hassan el Tourabi, héraut d'une "islamisation de la modernité" à l'échelle mondiale, et d'une unité nationale fondée sur la seule base de la religion. Aujourd'hui les armes de ces mouvements concurrents se sont tues⁷, et le successeur de Khalil Ibrahim, son frère Djibril, est ministre des Finances à Khartoum.

Pour autant, le conflit initial n'a pas reçu de solution : les conflits pour la terre perdurent, et depuis le départ de la force onusienne d'interposition, des affrontements meurtriers ont régulièrement lieu dans les villes ou sur les marchés. Ni le gouvernement d'Omer el Béchir déposé le 11 avril 2019, ni le gouvernement de la "transition démocratique" défait le 25 novembre 2021, n'ont engagé la mise à niveau des infrastructures et des services au Darfour. Faute de moyens, peut-être, de volonté, sans doute.

Dans les monts Noubas, en revanche, ni la sécession du Sud-Soudan en juillet 2011, ni la chute d'Omer el Béchir et les négociations qui ont abouti à l'accord de paix de Juba, le 9 octobre 2020, entre Khartoum, le JEM et le SLM-Minnawi, n'ont fait plier la rébellion. Le SPLM-Noubas, farouchement laïque, réclamait en effet en préalable un engagement formel sur la séparation de la religion et de l'Etat. Il est aujourd'hui l'arme au pied, étroitement soudé autour de son chef, malgré la vulnérabilité de ce terroir isolé et relativement proche de la capitale, ainsi que la multiplicité des ethnies qui s'y trouvent rassemblées⁸

La chute d'Omer el Béchir en avril 2019 n'a sans doute été qu'un leurre pour permettre à l'état-major de l'armée de se débarrasser d'un dirigeant devenu gênant sur la scène internationale⁹. Mais la "transition démocratique" a enfin donné aux habitants de la capitale, et du Soudan central, l'occasion de prendre la mesure du sort réservé à leurs concitoyens du Darfour en particulier : les jeunes originaires de cette région ont été très présents dans la mobilisation populaire, à Khartoum et dans les grandes villes du "Soudan utile". La guerre et la répression menées durant des années sans discontinuer, tant au Darfour que dans les monts Noubas, ont en effet contribué à accentuer la migration de ces régions vers les villes du Soudan central, en quête d'un travail ou d'un havre de survie.

Dans le camp de la répression, en revanche, les héritiers des *janjawid*-s de sinistre mémoire ont resurgi, sous leur nouvelle étiquette des Forces de déploiement rapide (RSF). Chaque jour, ces nervis, qui n'obéissent qu'à leur chef, massacrent les manifestants pro-démocratie dans les rues de la capitale et des villes de province. Or celui-ci, Mohamed Hamdan Dagalo, plus connu sous son surnom de "Hemedti", est le devenu le n°1 bis du pouvoir soudanais¹⁰. Officiellement n°2 du Conseil de souveraineté dirigé par le chef de l'armée, le général A/Fattah al Burhan, il dispose de troupes mieux armées, mieux équipées et mieux payées que l'armée régulière : ces forces, recrutées souvent dans les camps de réfugiés (!), contrôlent la frontière du Darfour avec le Tchad et la Libye : la contrebande et le trafic de migrants lui assurent de confortables revenus, complétés par le contrôle des mines d'or du Darfour-Nord et la fourniture de mercenaires, naguère à l'Arabie Saoudite dans le conflit au Yémen, et aujourd'hui au maréchal Haftar en Libye. Il sécurise désormais le passage du groupe Wagner entre la Cyrénaïque et la Centrafrique¹¹, et a été l'artisan de la reconnaissance d'Israël par le Soudan¹². Personnage dont l'appartenance nationale est indécise, dépourvu d'éducation et maîtrisant mal l'arabe, indifférent à un quelconque projet national, il est représentatif de ces nouveaux condottieri qui opèrent au Sahel, et qui signent le glas des constructions nationales. Fort de ces reconnaissances extérieures, il est devenu l'homme-clé du pouvoir à Khartoum, mettant ainsi en œuvre un processus néo-khaldounien, fondé plus sur

⁶ Il était apparenté au défunt président Idriss Déby du Tchad.

⁷ A l'exception des derniers combattants du SLM retranchés sur les contreforts du Jebel Marra.

⁸ Le terme Noubas est un nom générique donné de l'extérieur à la cinquantaine de micro-peuples rassemblés au fil de l'histoire sur ces montagnes-refuges ; le commandant en chef et dirigeant du SPLM-N, Abd el Aziz el Hélou, est lui-même curieusement, d'origine massalit, ses parents étant venus du Darfour pour travailler comme ouvriers agricoles dans les domaines de fermes mécanisées de la plaine.

⁹ Marc Lavergne : "Soulèvements dans le monde arabe : l'exception soudanaise ?", Moyen-Orient, n°45, janvier- mars 2020, pp. 70-75 ;

¹⁰ https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/qui-est-hemeti-le-chef-de-milice-devenu-homme-cle-du-pouvoir-au-soudan_3486311.html

¹¹ 21/02/22 Sudan's Hemedti to visit Russia soon /sudantribune.com/article255505/

¹² <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211010-soudan-la-visite-d-une-d%C3%A9l%C3%A9gation-militaire-en-isra%C3%ABl-fait-pol%C3%A9mique>

l'appât du gain que sur la *'asabiya*.

Ouvrages:

African rights : Facing Genocide, The Nuba of Sudan, African Rights, 1995 ;
Browne, W. G. : Nouveau voyage dans la Haute et la Basse Egypte, la Syrie et le Dar-Four, Londres, 1799, Nouvelle édition Infolio éditions, 2002 ;
Cockett, R. : Sudan. Darfur and the Failure of an African State", Yale University Press, 2010.
Deng, Francis M. : War of Visions. Conflict of Identities in the Sudan, Brookings, 1995 ;
De Waal, A : Famine that kills. Darfur, Sudan. Oxford University Press, 2è éd. 2005 ;
Flint, J. & de Waal, A. : Darfur. A new History of a long War, African Arguments, Zed Books, 2008 ;
Grandin, N. : Le Soudan nilotique et l'administration britannique (1898-1956), Brill, Leyden, 1982 ;
Hari, Daoud : Dans l'enfer du Darfour, Flammarion, Paris, 2008
Ibrahim, F. : Ecological Imbalance in the Republic of the Sudan - with Reference to Desertification in Darfur, Bayreuth, 1984 ;
Lavergne, M. (dir.) : Le Soudan contemporain, coll. Hommes et Sociétés, Karthala, Paris, 1989 ;
Loesch, A.M. : Sudan. Contested National Identities, Indiana University Press, 1998 ;
Mamdani, M. : Saviors and survivors. Darfur, Politics, and the War on Terror, Doubleday, 2009 ;
Prunier, G. : Darfur, The ambiguous Genocide, Hurst and Co, Londres, 2005

Articles de l'auteur :

2015 : Du succès du cessez-le-feu à l'échec de la paix, l'expérience des monts Nuba au Soudan (2002-2005), Hérodote, Elsevier Masson/La Découverte, « Post-conflit : entre guerre et paix ? », 3ème trimestre 2015 (n° 158), pp.112-131

2010 : « Le réchauffement climatique à l'origine de la guerre du Darfour ? La recherche scientifique face au déni de la complexité », Revue Tiers-Monde n°246, 2010 ;

2009 : « Darfour : un modèle pour les guerres du XXIème siècle, entre pillards "janjawid" et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation », entretien avec Yves Lacoste, Hérodote n°134, 3è tr. 2009, pages 15-37 ;

2007 : « Les transplantations forcées au Darfour : dernier avatar du peuplement soudanais ou nouveau mode de gestion du territoire ? », L'information géographique, vol. 71, mars 2007, pages 47-60 ;

2007 : « Darfour : un Munich tropical », Politique internationale n°117, automne 2007, pages 377-400 ;

2005 : « Darfour : l'analyse géographique d'une guerre civile en milieu sahélien », Afrique contemporaine, n° 214, 2è trim. 2005, pages 129-163 ;

2003 : « L'esperienza sudanese. Il regime islamista di fronte alla sfida della pace interna e della « liberalizzazione », dossier « I molti volti dell'Islam », Guerre e Pace, Milan, n°103-104, oct-nov. 2003, pages 62 à 65 ;

Rapports et documents en ligne :

2018 : Tubiana Jérôme et Claudio Gramizzi ; "Lost in Trans Nation, Tubu and Other Armed Groups and Smugglers along Libya's Southern Border", rapport Small Arms Survey, décembre 2018

["https://smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-SANA-Report-Lost-in-Trans-nation.pdf"](https://smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-SANA-Report-Lost-in-Trans-nation.pdf)

2014 : Tubiana, Jérôme : "Out for Gold and Blood in Sudan. Letter from Jebel Amir", Foreign Affairs
<https://www.foreignaffairs.com/articles/sudan/2014-05-01/out-gold-and-blood-sudan>

2014 : Tubiana, Jérôme : Sudan's Spreading Conflict (III): A Darfur Decade: Ten Years of War
The Limits of Darfur's Peace Process

<https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/slideshow-darfur-decade-ten-years-war>

2013 : Tubiana, Jérôme : Slideshow War in South Kordofan, International Crisis Group,

<https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/sudan-s-spreading-conflict-i-war-south-kordofan>

2013 : Claudio Gramizzi et Jérôme Tubiana: New war, old enemies: Conflict dynamics in South Kordofan, Small Arms Survey,

<https://data2.unhcr.org/en/documents/details/28685>

Giuseppe Maimone (Università di Palermo):

Mobilisation against marginalisation: Black movements in post-colonial Mauritania

Black communities in Mauritania have used mobilisation as a way to pursue equal rights and fight marginalisation in a country that, few years after independence, embraced pan-Arabism and attempted to hide the membership of the country to both the Arab world and sub-Saharan Africa. In mid-1960s President Ould Daddah started a process of Arabisation that, over time, weakened the presence of the blacks within the Army, in education, in public offices, etc., thus marginalising the role they had had during the period of the French colonisation.

Single-party system and an increasing authoritarianism halted the path to democratic reforms, thus opposition and civil society were forced to address protests and claims through organisations and associations that acquired strong political connotations. First examples of these mobilisations are those aroused during the black protests of 1966 against the Arabisation of education and strikes of the workers of the mines of Zouerate in 1968 and in 1977, while other following examples are those of the El-Hor movement – that in 1978 started to fight against slavery afflicting the haratin – and of the FLAM, a black radical movement that in the 1980s received such support from black-Mauritanians to become a real threat to Ould Taya's regime.

If the democratic transition of 2005-08 seemed to give back to parties the ability to address social and political claims, restoration of authoritarianism by Col. Abdel Aziz in 2008 favoured the resurface of the role of movements as informal political organisation of Mauritanian civil society. Among them, IRA Mauritanie has revived the fight against slavery still afflicting part of the haratin at the same time by transforming its activity to a larger fight against the marginalisation of the poorest Mauritanians, among whom blacks and haratin are a clear majority.

The aim of this contribution is to analyse common elements and differences in the mobilisation carried out by these movements, in which political (leftist) ideologies and ethnical legacies played an important role in favouring their spread, but at the same time restricted the possibility of these organisations to overtake the limited audience of their ethnic affiliations to become big national movements. Only IRA Mauritanie's president Biram Dah Abeid seemed to have achieved this goal by obtaining in late 2021 authorisation both to IRA Mauritanie and to its "political wing" – the RAG party – with which activists could address political claims of reforms and equal rights. Nonetheless, recent events seem to indicate a decline of IRA, thus by confirming once again the difficulties of Mauritanian movements to transform themselves in longstanding popular organisations.